

Depuis 2019, la main-d'œuvre née à l'étranger a largement contribué à la progression de l'emploi dans les principales économies européennes

Entre 2019 et 2024, dans les quatre principales économies de la zone euro, la population en âge de travailler (15-64 ans) née à l'étranger a progressé rapidement : +6,9 % en Italie, +7,3 % en France, +14,2 % en Allemagne et surtout +33,0 % en Espagne. Cette croissance a été soutenue par des arrivées de personnes en provenance d'Ukraine, en particulier en Allemagne, par une immigration africaine et asiatique dans la plupart des pays européens et, en Espagne, par une immigration latino-américaine.

D'un point de vue économique, l'immigration dans les pays développés est susceptible d'augmenter l'offre de travail et, *in fine*, de stimuler la croissance. De fait, les dynamiques migratoires ont largement soutenu l'emploi depuis 2019 dans trois des principales économies européennes. Entre 2019 et 2024, si l'emploi a diminué de 0,3 % en Allemagne, les travailleurs nés hors de l'Union européenne ont contribué à enrayer cette chute, contribuant positivement à hauteur de +3,0 points à l'évolution d'ensemble (contre une contribution de -2,7 points pour ceux nés sur le territoire et de -0,6 point pour ceux nés dans un pays de l'Union européenne). En Espagne, l'emploi a progressé de +8,9 %, les trois quarts de cette hausse étant imputables aux personnes nées à l'étranger. Pour l'Italie, la hausse est de 3,0 % avec une contribution de +1,7 point pour les immigrés. La France se démarque de ses voisins car la hausse de 5,3 % de l'emploi total depuis 2019 y a d'abord été le fait de personnes nées dans le pays (+3,8 points), l'emploi des immigrés expliquant plus du quart des créations nettes. En France, la hausse de l'emploi des personnes nées à l'étranger est portée majoritairement par les femmes, à l'inverse des autres pays européens. En outre, elle est essentiellement due à des diplômés de l'enseignement supérieur et concerne plus qu'ailleurs en Europe des emplois qualifiés.

Augustin Baron Rault et Swann-Emilien Maillefert

Depuis 2019, la population née à l'étranger augmente dans les principales économies de la zone euro

Depuis 2019, la population née à l'étranger a augmenté de façon quasi continue dans les quatre principales économies de la zone euro. En France, entre 2019 et 2024, la population immigrée¹ en âge de travailler (15-64 ans) a augmenté de 7,3 %, pour atteindre 14,3 % de l'ensemble des 15-64 ans en 2024, contre 13,5 % en 2019 ([►figure 1](#)). Sur cette même période, l'augmentation a été comparable en Italie (+6,9 %), soit 14,8 % des 15-64 ans en 2024, contre 13,5 % en 2019. La hausse a été plus marquée en Allemagne (+14,2 %) et surtout en Espagne (+33,0 %). Ainsi, en 2024, 22,7 % de la population espagnole en âge de travailler est née à l'étranger, contre 17,8 % en 2019. En Allemagne, cette proportion est passée de 20,4 % à 23,6 %.

Une hausse marquée des entrées en provenance d'Ukraine pour l'Allemagne et en provenance d'Amérique du Sud pour l'Espagne

L'immigration en Europe présente des profils nationaux distincts, tout en ayant des tendances communes. Si l'Allemagne a attiré au cours des années 2010 une part importante d'immigration originaire d'Asie et du Moyen-Orient ([►Insee, 2017](#)), la période récente se caractérise par une hausse marquée des entrées en provenance d'Europe, en particulier d'Ukraine en 2022-2023 ([►figure 2](#)). L'Espagne a également connu en 2022-2023 une arrivée

importante d'immigrés ukrainiens, mais se caractérise surtout par des entrées en provenance d'Amérique du Sud ([►Baron Rault et Simcic, 2024](#)). En France, la majeure partie de l'immigration récente provient d'Afrique, alors qu'en Italie, la répartition des pays d'origine des migrants est assez équilibrée entre Afrique, Asie, Europe et Amérique.

D'un point de vue économique, l'immigration dans les pays développés est susceptible d'augmenter l'offre de travail et *in fine* de stimuler la croissance

Selon le rapport de l'[►OCDE Perspectives des migrations internationales 2024](#), les migrations internationales sont une composante majeure de la dynamique des marchés du travail dans les pays développés et contribuent à compenser, à moyen terme, le déclin des populations en âge de travailler. L'OCDE souligne également que la composition de l'immigration (âge, niveau de qualification ou type d'autorisation de séjour) joue sur l'ampleur de ces effets et insiste sur l'importance des politiques d'accueil et d'intégration pour en améliorer les gains de productivité.

Le Conseil d'analyse économique ([►CAE, 2021](#)) souligne ainsi que les immigrés en France étaient moins diplômés en moyenne que dans les pays de l'OCDE. Le CAE souligne que les immigrés qualifiés favorisent l'innovation, la productivité et l'entrepreneuriat, renforçant le potentiel de croissance.

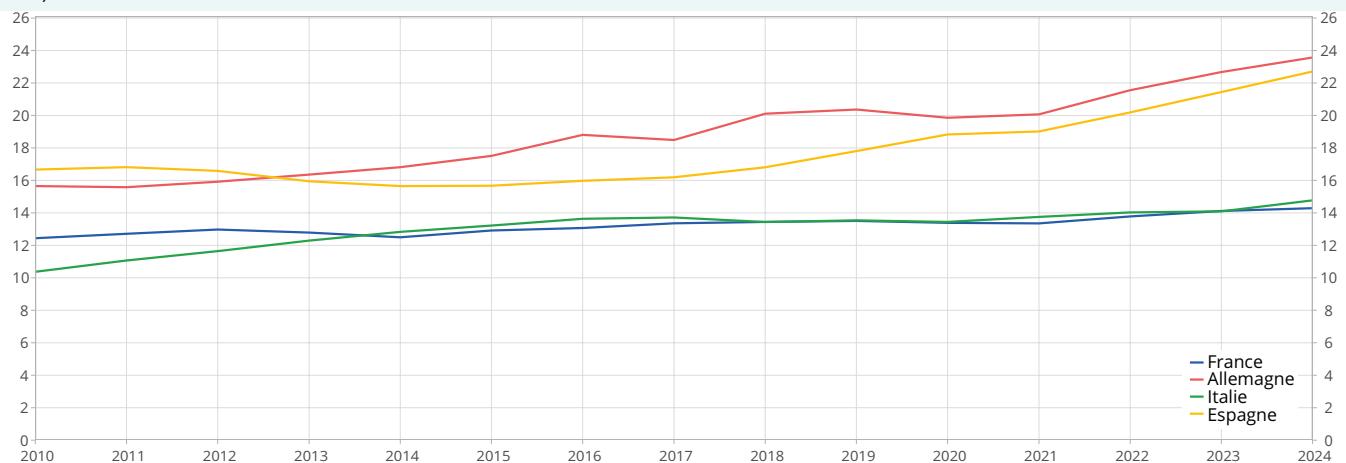
¹ Dans la présente étude, le terme de population immigrée est utilisé comme synonyme de population née à l'étranger, abstraction faite de la nationalité de naissance, cette dernière information n'étant pas disponible dans les sources utilisées (*Labour Force Survey*). Ainsi, le terme d'immigré désigne ici à la fois les personnes nées à l'étranger de nationalité étrangère et les nationaux nés à l'étranger ([►encadré données et définitions](#) pour plus de détail).

Ces conclusions rejoignent une analyse empirique portant sur les effets économiques de l'arrivée massive de réfugiés en Allemagne en 2015-2016 ([► Insee, 2017](#)), qui montrait que cet afflux avait eu des effets économiques significatifs. À court terme, il avait stimulé la demande via l'augmentation des dépenses publiques (près de +18 Md€, soit +3,7 %), soutenant notamment le secteur de la construction. À moyen terme, l'intégration progressive des réfugiés sur le marché du travail s'était traduite par un choc d'offre favorable, accroissant la population active sans pour autant peser sur le taux de chômage. [► IZA, 2021](#), confirme ce résultat et évalue que la grande majorité des programmes d'intégration sur le marché du travail des réfugiés en Allemagne se sont révélés efficaces, contribuant positivement à leur insertion économique.

Selon une étude de la Banque d'Italie ([► Basso et al., 2025](#)), entre 2005 et 2023, sans immigration, la croissance de l'emploi aurait été au moins deux fois plus faible en Allemagne et en France, nulle en Espagne et négative en Italie. Les auteurs montrent que l'immigration joue un rôle essentiel dans la stabilisation du marché du travail des économies vieillissantes, en compensant la baisse de la population active nationale. Leur analyse souligne également que l'apport de travailleurs immigrés favorise l'innovation, la productivité et la soutenabilité des systèmes sociaux.

Enfin, un rapport de la [► Commission européenne, 2025](#) met en avant le rôle majeur de l'immigration dans la croissance de l'emploi, notamment en provenance de

► 1. Évolution de la part de la population âgée de 15 à 64 ans née à l'étranger, dans les quatre principales économies de la zone euro (en %)

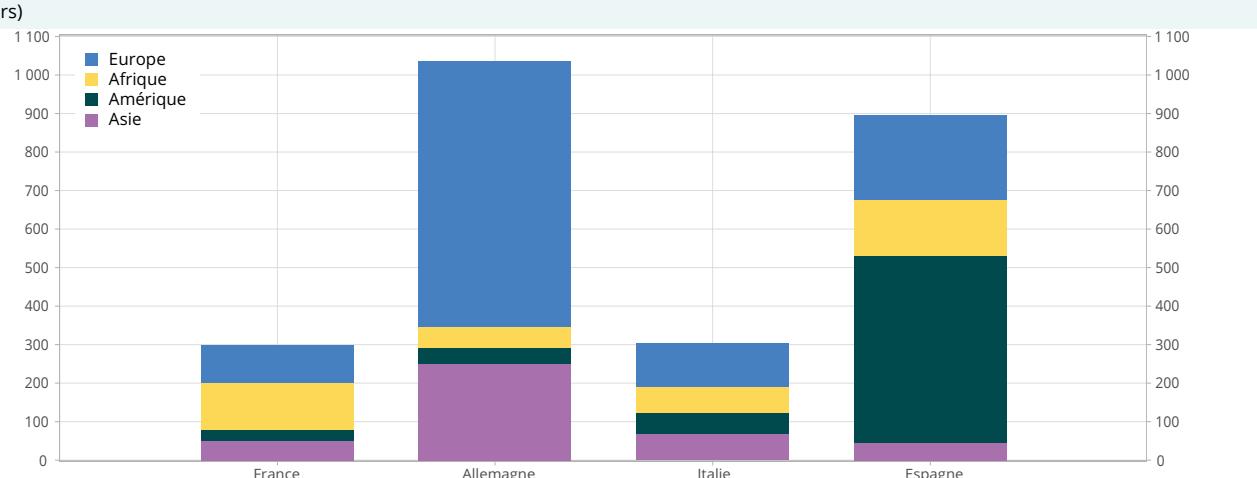


Dernier point : 2024.

Lecture : en 2024, en Allemagne, 23,6 % des 15-64 ans sont nés à l'étranger.

Source : Labour Force Survey, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

► 2. Entrées moyennes annuelles d'immigrés par continent de naissance dans les quatre principales économies de la zone euro, entre 2020 et 2023 (en milliers)



Note : ces données ventilent les entrées brutes sur le territoire par pays d'origine à partir des recensements nationaux de population, et ne sont pas issues de la Labour Force Survey contrairement aux autres données mobilisées dans cette étude. L'Océanie n'est pas représentée en raison du faible nombre d'entrées enregistrées depuis ce continent.

Lecture : entre 2020 et 2023, en moyenne chaque année, 900 000 immigrés sont arrivés en Espagne, dont 480 000 sont nés en Amérique.

Source : recensements de population, Eurostat, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

Conjoncture internationale

pays n'appartenant pas à l'Union européenne. Il montre que l'immigration non-européenne contribue de manière significative à atténuer les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs à faible niveau de qualification, mais aussi que cette population immigrée joue un rôle croissant dans des secteurs à haute compétence, permettant ainsi de stabiliser l'offre de main-d'œuvre sur tout le spectre des qualifications.

Depuis 2019, la main-d'œuvre née à l'étranger a largement contribué à la progression de l'emploi dans les principales économies européennes

De fait, depuis 2019, la contribution de la population née à l'étranger au dynamisme de l'emploi a accéléré dans la zone euro. En Allemagne, l'emploi total a reculé de 0,3 % entre 2019 et 2024 : l'emploi des personnes nées outre-Rhin a fortement baissé, contribuant à hauteur de -2,7 points à l'évolution d'ensemble, tandis que celui des personnes nées hors de l'Union européenne y a contribué pour +3,0 points (►figure 3). En Espagne, la hausse de l'emploi depuis 2019 est particulièrement vigoureuse : elle atteint +8,9 % sur la période, dont les trois quarts proviennent des personnes nées à l'étranger, en particulier de celles nées hors de l'Union européenne. L'Italie connaît une évolution de l'emploi plus modérée (+3,0 %) : l'emploi des personnes nées dans le pays contribue à hauteur de +1,3 point et celui des personnes nées à l'étranger à hauteur de +1,7 point. La France fait plutôt figure d'exception : la progression de l'emploi (+5,3 %) s'explique d'abord par l'augmentation du nombre de travailleurs nés dans le pays (+3,8 points), même si la hausse de l'emploi des personnes nées hors de l'Union européenne contribue tout de même à hauteur de plus d'un quart des créations d'emplois sur la période (+1,6 point).

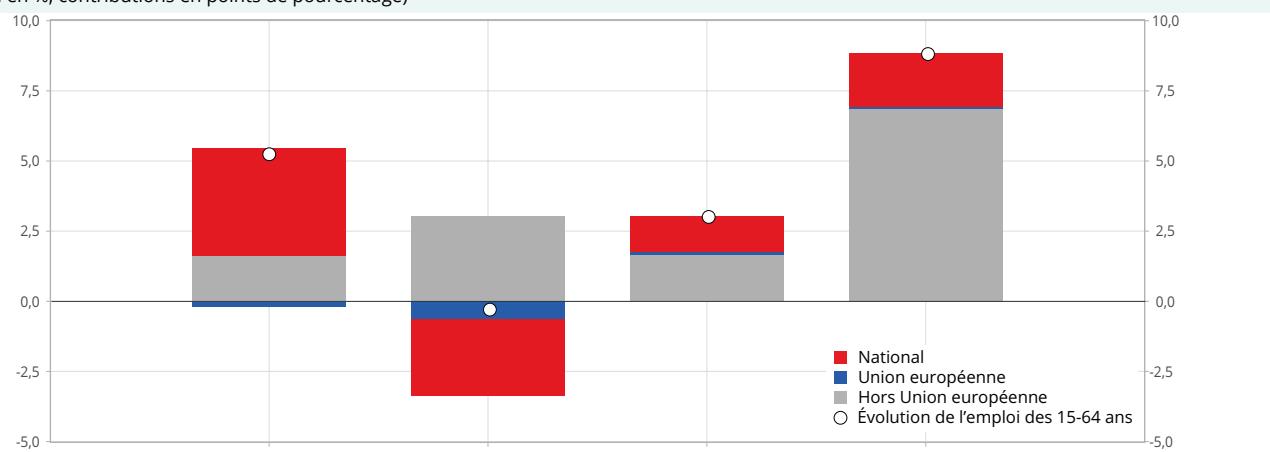
L'emploi des personnes immigrées croît sous l'effet combiné de leur croissance démographique et de leur taux d'emploi

La progression de l'emploi due aux personnes nées à l'étranger ne résulte pas seulement d'un effet démographique, mais aussi d'une amélioration de leur insertion sur le marché du travail. Ainsi, en France, le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans nées à l'étranger a augmenté de façon continue, pour atteindre 62,9 % en 2024, contre 60,3 % en 2019 (►figure 4). En Espagne et en Italie, il atteint respectivement 65,6 % et 64,6 % en 2024, contre 62,7 % et 61,5 % en 2019. En Allemagne, le taux d'emploi des immigrés est resté quasi stable entre le début et la fin de la période, à un niveau déjà bien supérieur à celui de ses voisins : 69,8 % contre 70,8 % en 2019.

La décomposition² de la variation de l'emploi des personnes nées à l'étranger confirme le double effet de l'évolution de la population immigrée et de son taux d'emploi. En Espagne, où la dynamique est la plus marquée, l'emploi des personnes nées à l'étranger a augmenté de 1,35 million entre 2019 et 2024, très majoritairement porté par la hausse du nombre de personnes nées à l'étranger (+1,18 million) puis par l'amélioration de leur taux d'emploi (+170 000 ; ►figure 5). Pour les personnes nées en Espagne, la progression de l'emploi est plus modérée (+380 000), portée par la hausse du taux d'emploi. En Allemagne, la hausse des emplois des personnes nées à l'étranger atteint environ 970 000, entièrement portée par l'effet démographique. À l'inverse, l'emploi de ceux nés dans le pays recule nettement

² La décomposition distingue deux effets dans l'évolution de l'emploi des personnes nées à l'étranger : l'effet de la variation de la population immigrée et celui de la variation de son taux d'emploi. Le premier mesure l'impact du nombre d'immigrés à taux d'emploi constant, le second celui du changement du taux d'emploi à population donnée. Le résidu, issu des interactions entre ces deux effets, est réparti proportionnellement entre eux selon leur poids relatif. Toutes les données (population, emploi et taux d'emploi) proviennent de la *Labour Force Survey*.

►3. Évolution de l'emploi des 15-64 ans et contribution du pays de naissance entre 2019 et 2024 (évolution en %, contributions en points de pourcentage)



Lecture : en Allemagne, entre 2019 et 2024, l'emploi des 15-64 ans a diminué de 0,3 %. Les personnes nées en Allemagne ont contribué négativement à hauteur de -2,7 points, tandis que celles nées hors de l'Union européenne ont contribué positivement de +3,0 points.

Source : *Labour Force Survey*, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

(-1,11 million) sous l'effet d'une contraction démographique marquée (-1,79 million). En France et en Italie, la progression de l'emploi des immigrés est plus modérée, avec respectivement 380 000 et 390 000 emplois de personnes immigrées supplémentaires. En France, 230 000 de ces emplois sont liés à la croissance démographique et 150 000 à la hausse du taux d'emploi, tandis qu'en Italie, ces contributions s'élèvent respectivement à 220 000 et 170 000 emplois. Pour les personnes nées dans le pays, la variation de l'emploi est très forte en France (+1,0 million), essentiellement portée par l'amélioration du taux d'emploi. Elle est plus faible en Italie (+290 000).

En France, la hausse de l'emploi des personnes nées à l'étranger est portée majoritairement par les femmes, à l'inverse des autres pays européens

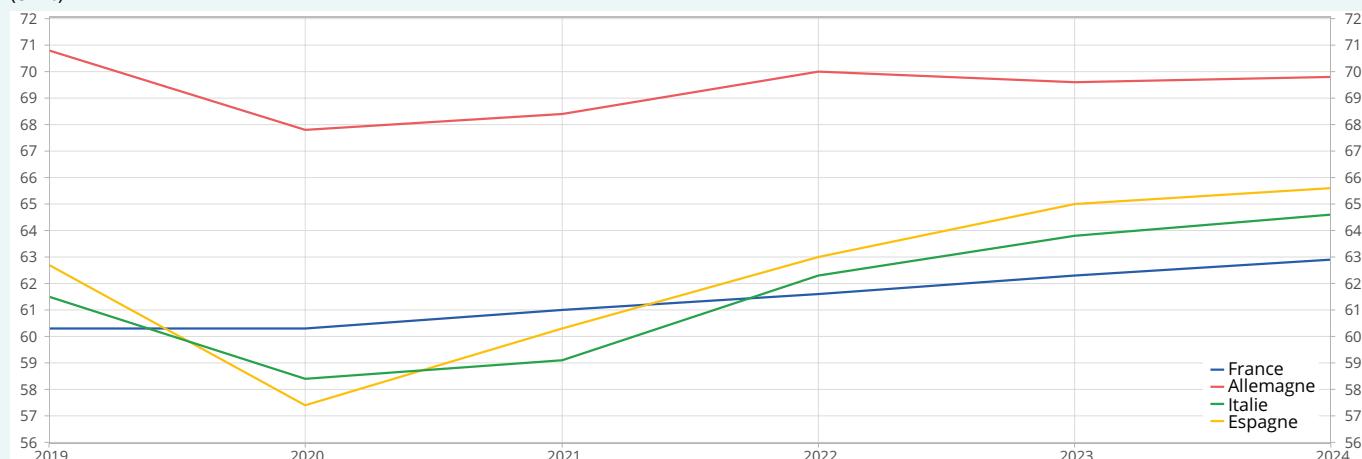
En France, si le nombre de personnes en emploi nées à l'étranger a augmenté de 380 000 entre 2019 et 2024, près de 60 % de cette hausse est imputable aux femmes, alors

qu'en Allemagne et en Espagne, les contributions féminine et masculine sont plus homogènes (►figure 6). En France, cet écart provient notamment de la hausse rapide du taux d'emploi des femmes immigrées, qui rattrape peu à peu celui des hommes : alors que l'écart entre les deux taux d'emploi était de 20 points en 2006, il n'est plus que de 13 points en 2023 (►Pariset et Tanneau, 2025). En Italie, la dynamique est inverse : la contribution des hommes nés à l'étranger est 2,7 fois plus élevée que celle des femmes, reflétant une reprise post-Covid de l'emploi concentrée dans des secteurs à forte présence masculine, notamment dans la construction.

La baisse du nombre de chômeurs en France et en Italie est portée à la fois par les personnes nées à l'étranger et dans le pays

En France, entre 2019 et 2024, le nombre de chômeurs a diminué de 190 000 personnes. 15 % de cette baisse peut être imputée aux personnes nées à l'étranger (►figure 7).

►4. Évolution du taux d'emploi des 15-64 ans nés à l'étranger, dans les quatre principales économies de la zone euro (en %)

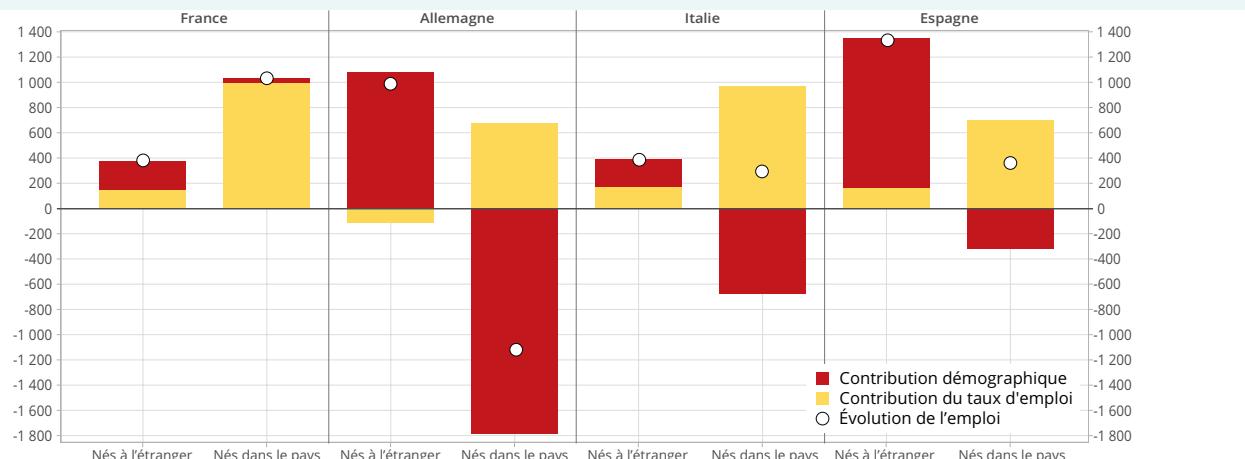


Dernier point : 2024.

Lecture : en France, en 2024, 62,9 % des 15-64 ans nés à l'étranger sont en emploi.

Source : Labour Force Survey, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

►5. Décomposition de l'évolution de l'emploi des 15-64 ans entre l'effet démographique et celui du taux d'emploi, selon le pays de naissance, entre 2019 et 2024 (en milliers)



Lecture : en Espagne, entre 2019 et 2024, le nombre de personnes (15-64 ans) nées à l'étranger et en emploi a augmenté de 1,35 million : 1,18 million d'emplois s'expliquent par la hausse de la population née à l'étranger et 170 000 emplois par l'amélioration de leur taux d'emploi.

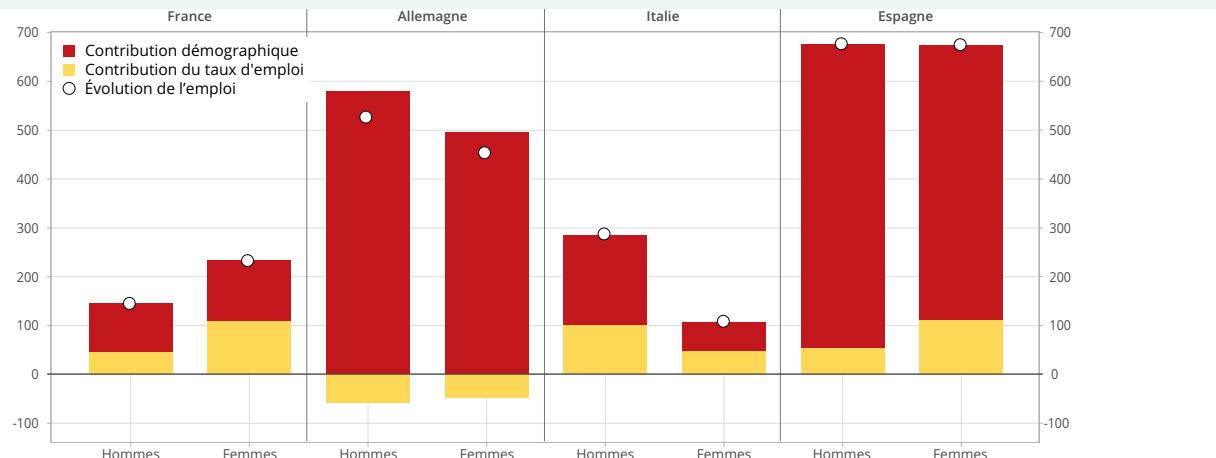
Source : Labour Force Survey, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

Conjoncture internationale

En Italie, la baisse totale est de 870 000 chômeurs et environ 14 % de cette baisse est imputable aux personnes nées à l'étranger. À l'inverse, en Allemagne et en Espagne, les personnes nées à l'étranger contribuent positivement à la hausse du nombre de chômeurs. Pour l'Allemagne, cela provient à la fois de l'effet démographique et de la hausse du taux de chômage, passé de 5,6 % en 2019 à 6,2 % en 2024. En Espagne, la hausse du nombre de chômeurs étrangers sur la période est uniquement due à l'effet démographique, en raison de la très forte hausse de la population née à l'étranger (+33 %) : le taux de chômage des personnes nées à l'étranger est quant à lui orienté à la baisse, puisqu'il a perdu 3 points depuis 2019.

³ Les données de la *Labour Force Survey*, ventilées par pays de naissance et niveau de qualification ou type de métier exercé ne sont disponibles qu'à partir de 2021.

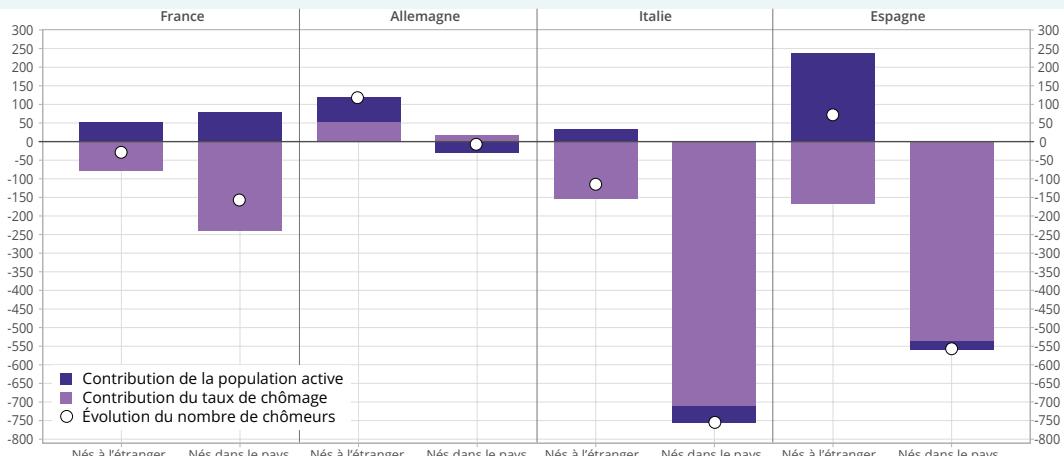
►6. Décomposition de l'évolution de l'emploi des 15-64 ans nés à l'étranger entre l'effet démographique et celui du taux d'emploi, selon le genre, entre 2019 et 2024 (en milliers)



Lecture : en Espagne, entre 2019 et 2024, le nombre de femmes (15-64 ans) nées à l'étranger et en emploi a augmenté de 670 000 : 560 000 emplois s'expliquent par la hausse de la population féminine née à l'étranger et 110 000 emplois par l'amélioration de leur taux d'emploi.

Source : *Labour Force Survey*, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

►7. Décomposition de l'évolution du chômage des 15-64 ans entre l'effet de la population active et celui du taux de chômage, selon le pays de naissance, entre 2019 et 2024 (en milliers)



Note : la population active regroupe à la fois les personnes ayant un emploi et celles au chômage. Le taux de chômage est la part de chômeurs dans la population active.

Lecture : en Espagne, entre 2019 et 2024, le nombre de personnes (15-64 ans) nées à l'étranger et au chômage a augmenté de 70 000 : la diminution du taux de chômage contribue négativement (-170 000) et la hausse de la population active contribue positivement (+240 000).

Source : *Labour Force Survey*, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

quart pour l'Italie (►figure 8). En effet, en France, la part des immigrés titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur à leur arrivée a nettement augmenté : elle est passée de 41 % en 2006, à 52 % en 2023 (►Pariset et Tanneau, 2025).

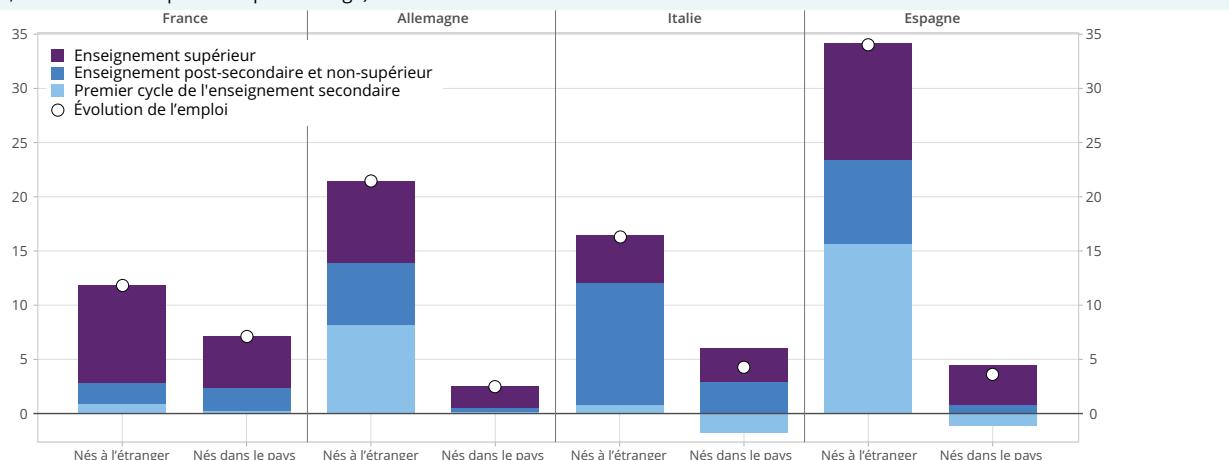
Concernant la qualification des métiers exercés par les immigrés, l'Espagne se caractérise par une contribution marquée des emplois peu qualifiés à l'évolution de l'emploi immigré (►figure 9). En Italie, les créations d'emplois immigrés depuis 2021 se partagent presque équitablement entre peu qualifiés et professions intermédiaires, la part des cadres étant très faible. En Allemagne, la moitié des emplois immigrés créés sont peu

qualifiés, un quart sont de qualification intermédiaire et un quart sont des cadres. En France, la contribution des cadres et professions supérieures représente environ la moitié de l'évolution de l'emploi immigré entre 2021 et 2024, l'autre moitié correspondant à des emplois peu qualifiés, la création d'emplois immigrés de qualification intermédiaire étant négligeable.

Pour l'ensemble de ces pays, l'évolution récente de l'emploi des personnes nées sur le territoire est principalement portée par les professions de cadres et les professions intermédiaires, tandis que les emplois peu qualifiés progressent nettement moins. ●

►8. Décomposition de l'évolution de l'emploi des 15-64 ans selon leur niveau d'éducation et leur pays de naissance, entre 2021 et 2024

(évolution en %, contributions en points de pourcentage)

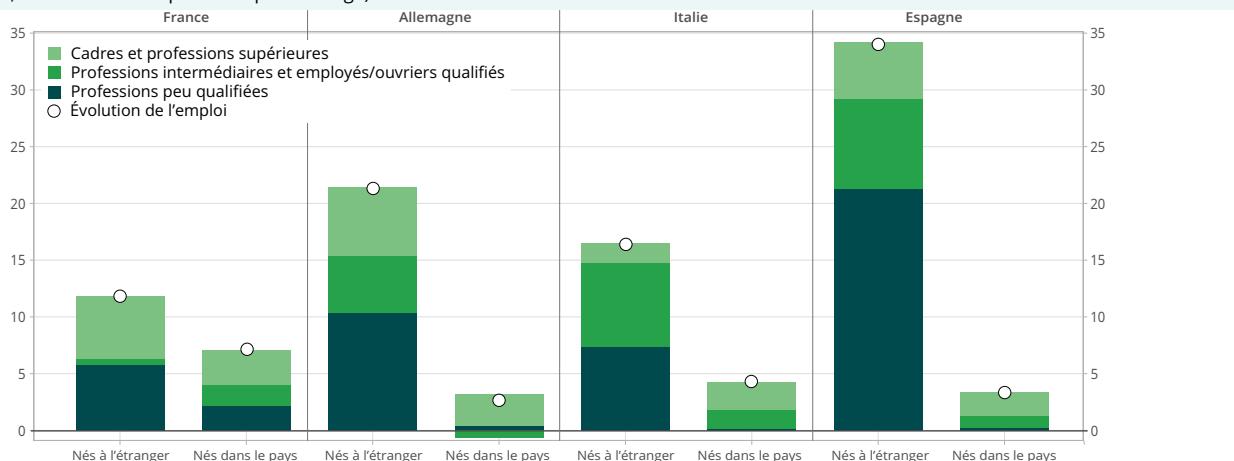


Lecture : en France, entre 2021 et 2024, le nombre de personnes (15-64 ans) nées à l'étranger et en emploi a augmenté de 11,8 %. Les personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ont contribué à cette hausse à hauteur de +9,1 points de pourcentage.

Source : Labour Force Survey, Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

►9. Décomposition de l'évolution de l'emploi des 15-64 ans selon le métier exercé et leur pays de naissance, entre 2021 et 2024

(évolution en %, contributions en points de pourcentage)



Lecture : en France, entre 2021 et 2024, le nombre de personnes (15-64 ans) nées à l'étranger et en emploi a augmenté de 11,8 %. Les personnes exerçant un métier de cadre ou de profession supérieure ont contribué à cette hausse à hauteur de +5,6 points de pourcentage.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, calculs Insee.

Données et définitions

Les données mobilisées dans cet éclairage pour les différents pays européens sont, sauf mention contraire, issues de la *Labour Force Survey* (LFS), une enquête statistique uniformisée au niveau de l'Union européenne. Pour la France, il s'agit de l'Enquête emploi en continu (« EEC »).

Cette enquête permet de connaître le lieu de naissance des personnes interrogées, mais pas leur nationalité de naissance. Ainsi, dans cette étude, les personnes « nées à l'étranger » ou « immigrées » qualifient celles nées à l'étranger, sans distinguer leur nationalité de naissance : ces termes désignent donc indifféremment les personnes ayant une nationalité étrangère au moment de leur naissance, comme les nationaux nés à l'étranger. Cette définition est donc plus large que celle habituellement retenue par l'Insee, qui définit les immigrés uniquement comme les personnes nées à l'étranger et de nationalité étrangère à la naissance ; une telle distinction est effectivement possible dans d'autres sources, comme le recensement de la population. Par exemple, en 2024, dans la population française, 9,3 millions de personnes sont nées à l'étranger. Parmi elles, 7,7 millions sont nées étrangères et 1,6 million sont nées françaises (► **Pariset et Tanneau, Insee 2025**). ●

Bibliographie

- Baron Rault A. et Simcic A.** (2024), « Le dynamisme économique espagnol depuis la crise sanitaire : miracle ou mirage ? », *Note de conjoncture*, Insee, décembre 2024.
- Basso G., Gentili E., Lattanzio S. et Roma G.** (2025), « Migration flows and policies in Italy and in other European countries », Banque d'Italie, avril 2025.
- CAE** (2021), « L'immigration qualifiée : un visa pour la croissance », novembre 2021.
- Commission européenne** (2025), « Migration, mobility and the EU labour market », novembre 2025.
- Insee** (2017), « L'arrivée des réfugiés en Allemagne depuis 2015 : un choc de demande positif à court terme et un choc d'offre positif à moyen terme », *Note de conjoncture*, Insee, décembre 2017.
- IZA – Institute of Labor Economics** (2021), « Accompanying evaluation of labor market programs to integrate refugees », novembre 2021.
- OCDE** (2024), « Perspectives des migrations internationales 2024 », Éditions OCDE, Paris.
- Pariset C. et Tanneau P.** (2025), « Entre 2006 et 2023, le nombre d'immigrés entrés en France augmente et leur niveau de diplôme s'améliore », *Insee Premières* n°2051, mai 2025.
- Pariset C. et Tanneau P.** (2025), « En 2024, 6,0 millions d'étrangers vivent en France, 0,9 million y sont nés », *Insee Premières* n°2076, octobre 2025. ●